



Restitution atelier 1

Intégration des enjeux Natura 2000 dans les
politiques régionales

Laurent Germain



Trois questions traitées

- 1) Comment est intégré l'enjeu N2000 dans les politiques sectorielles ? Sur quelles politiques agir en priorité et comment (leviers) ?
- 2) Comment est intégré l'enjeu N2000 dans les politiques relatives à la biodiversité ? Sur quelles politiques agir en priorité et comment (leviers) ?
- 3) Comment est intégré l'enjeu N2000 dans les politiques relatives à l'eau ? Sur quelles politiques agir en priorité et comment (leviers) ?



N2000 x politiques Biodiversité

1) Financement :

- budget : pb des 20% à trouver (freins)

mais levier possible :

- pour contourner les « blocages » de principe des autres financeurs (région, dpt) : valorisation des sites N2000 en PNR
=> TVB PNR

- ENS/N2000 : variable selon dpt mais leviers existants possibles

- Dynamique de réseau : N2000 rôle structurant = point commun pour les autres espaces protégés.

- mobilisation des citoyens : financement participatif + bénévolat

- fonds de trésorerie



Restitution politiques Biodiversité

- 2) Docob trop cloisonné sur espèces/habitats d'IC : élargissement pour prise en compte par autres politiques
- 3) Appui en ingénierie locale ou régionale (ARB)
- 4) Pb d'infrastructures déjà financées, non re-finaçables
- 5) Manque flagrant / disponibilité DREAL-DDT-AFB :
contrôle/police => formation des agents animateurs pour suivi EIN
- 6) Discordance suivi/connaissance : ORB d'un côté déconnecté des suivis sites N2000, idem TVB



Restitution politiques sectorielles

Général

1) Devenir PAC :

- budget + mise en place

2) Politiques PLU/SCOT : frein

Par secteur :

- forêt : contrat sans plus-value, pb du défrichement avec compensation sur sites ouverts, intégration N2000 dans PSG et Programmes ONF

-chasse/pêche : pas de lien avec animateurs N2000 sur suivi. Sensibilisation sur pelouses calcaires (mieux sur ZH). Pb des lâchers de poissons.

-Mer : encadrement pêche / étude de pressions sur Habitats et espèces. Aucun encadrement pêche à pied et loisirs.



Restitution politiques sectorielles

Par secteur :

- agriculture : pb de paiement, certaines MAE pas vraiment impactantes mais d'autres plus intéressantes (ex. Montagne Vosges). Travail sur la notion de PSE aux agriculteurs : vrai levier si cohérence avec contraintes PAC et autres et implication financements publics. Rendre possible double déclaration : pâturage x vergers
- Urbanisme : construction légère
- Continuité écologique intégrant N2000
- ENR : pb d'incohérence + turn over important
- Loisirs : sensibilisation personnel encadrement.



Restitution politiques eau

1) Démarches :

- GEMAPI/PAPI- levier possible :
- SAGE/BEE
- Inventaires : ZH, cours d'eau
- schémas piscicoles

2) Outils :

- contrats territoriaux
- MAE/PAEC
- Paiement services écosystémiques
- gardes/techniciens de rivières

3) structures :

- AE/InterAE
- EPTB/EPAGE
- CLE